

Rebondis

L'échec de Jospin tient au fait qu'il a bricolé des réformes mais sans jamais prendre le risque politique de créer un rapport de force réformiste.

Le sens d'une défaite

par ZAKI LAÏDI

La vie politique est cruelle. Lionel Jospin qui rêvait de battre Jacques Chirac au nom d'une vision morale de la vie publique sera finalement conduit à voter pour lui pour battre Jean-Marie Le Pen venu de l'extrême droite. On pouvait espérer meilleur destin pour un homme qui vient cependant de participer dignement à la modernisation politique de la France en annonçant dès son échec son retrait de la scène politique. Comment donc expliquer cette terrible défaite du Premier ministre sortant dont le bilan est loin d'être déshonorant? Quelles perspectives s'ouvrent à la gauche maintenant que Lionel Jospin a annoncé son retrait de la vie politique française?

Lionel Jospin a construit son équation politique autour de trois points: une certaine intégrité morale en politique provenant de son héritage protestant et renforcée par les dérives florentines de François Mitterrand, une vision rationnelle du politique, une réduction de celui-ci à des rapports entre appareils. Cette intégrité lui a toujours semblé être la clé de la réhabilitation du politique auprès de l'opinion en même temps que le ressort décisif de son combat contre Jacques Chirac. Or, ces deux éléments ne lui ont guère été utiles. Probablement parce que le discrédit qui frappe la classe politique est tel qu'il conduit les opinions à soutenir soit les cyniques - Berlusconi et, dans une moindre mesure, Jacques Chirac -, soit les extrémistes qui ne promettent plus le grand soir mais le grand nettoyage politique: «Sortez les sortants», ou ethnique: «Haro sur les étrangers.»

Le deuxième point politique de Jospin était celui de la rationalité. La politique est un combat rationnel pour des idées. Certes, Jospin pouvait être un redoutable tacticien. Mais sa défaite exprime l'implosion du cartésianisme politique qui consiste à penser que je serai élu parce que je suis plus honnête que mon concurrent ou que l'insécurité baissera parce que le chômage recule. Lionel Jospin qui n'a véritablement jamais été un élu de terrain et dont l'ascension s'est faite par le haut comme malheureusement la plupart des dirigeants de ce pays, a eu d'immenses difficultés à comprendre la société dans laquelle il vivait, car beaucoup de ses problèmes ne lui paraissaient pas s'inscrire dans une grille politique traditionnelle. Cette faiblesse de départ a été renforcée par le terrible enfermement technocratique dans lequel la plupart des politiques français se trouvent.

L'hôtel Matignon était un véritable bunker où des hauts fonctionnaires ont tendance à tout rationaliser et à tout expliquer. Le résultat est que Lionel Jospin n'a enrayé aucun des réflexes technocratiques du système français. Pis encore, il n'a jamais réussi à hisser aux responsabilités des hommes ou des femmes issus de la société civile ou de l'entreprise. De fait, même les réformistes n'ont eu ni l'art ni la manière de faire certaines réformes, ce qui montre à quel point nos élites politiques sont en crise. Jospin n'a pas réussi à corriger, même à la marge, les lourdeurs du système politique français. Certes, il est à l'origine d'une loi salubre sur la parité hommes-femmes. Mais cette loi montre bien qu'en France seul le recours à la loi peut modi-

fier les comportements. La gauche française ne parvient à agir que par le haut, transformant en incantation son discours sur la proximité.

Enfin, il y avait chez Jospin un troisième point: celui de l'équilibre. Parce qu'il a été puissamment socialisé par la culture des appareils, Jospin n'a toujours cru qu'aux seuls rapports de force. Il n'était hostile ni à la réforme du ministère des Finances, ni à celle de l'Éducation nationale. Mais il a fini par abandonner ces deux réformes capitales, car il estimait qu'il ne disposait pas d'un soutien politique assez large pour s'engager dans cette voie face aux corporatismes syndicaux relayés par des députés craintifs pour l'emploi. Mais, à aucun moment, il n'a cherché à prendre le risque politique de créer un rapport de force réformiste. Lionel Jospin a certes pris un risque politique majeur sur la Corse, mais c'était peut-être celui qu'il ne fallait pas prendre au regard de la qualité de ses interlocuteurs insulaires.

La culture des appareils n'explique cependant pas tout. L'échec réformiste de Jospin s'explique par le compromis de base de la majorité plurielle. Celui-ci reposait sur un principe simple: au gouvernement, la responsabilité de la politique macro-économique et de ses implications européennes; au Parlement, la soupe du social avec ses avancées mais aussi ses régressions, dont la dernière en date est cette terrible loi de modernisation économique combattue par les chefs d'entreprise et par les syndicats - y compris la CGT - car elle bloque l'embauche, ignore les syndicats et renforce l'emprise du juge, alors qu'elle prétend réhabiliter le rôle du politique. On n'insistera jamais assez pour dire combien le Parti communiste a hypothéqué la modernisation de la gauche au Parlement malgré sa faiblesse numérique et la bonhomie apparente de son leader. Jospin fut même une fois de rompre avec cet équilibre. Ce fut lors de l'affaire Michelin. Il déclara alors que l'Etat ne pouvait pas tout, avant de se rétracter quelques jours plus tard sous la pression d'un peuple de gauche, en fait de ses élus.

Du coup, ni sur la nation, ni sur l'Europe, ni sur la mondialisation, qui sont pourtant des éléments décisifs de notre devenir et de notre identité, la gauche n'est parvenue à sortir de l'ambiguïté, à proposer un discours fort sur lequel on pouvait débattre. Lionel Jospin a attendu quatre ans pour proposer un texte sur l'Europe, dont les propositions parfois originales ont été assombries par une expression absconse. Il a attendu autant d'années pour prononcer au Brésil un discours sur la mondialisation qui offrait deux inconvénients: celui de ne jamais parler de l'Europe comme moyen de contrôler la mondialisation, celui aussi de ne pas s'adresser directement à l'opinion française. Le Parti socialiste - syndicats d'élus - a amplifié ces silences, en évitant de prendre position. Seul le projet du PS a, pour ainsi dire, osé aborder frontalement certaines de ces questions. Mais qui en a parlé pendant la campagne? Le résultat est que la gauche en est restée à une logique de choix mal

Ni sur la nation, ni sur l'Europe, ni sur la mondialisation, la gauche n'a réussi à proposer un discours fort sur lequel on pouvait débattre.

assumés, à un bricolage politique, à un manque d'audace qui mécontentera tout le monde.

Sur l'insécurité, la gauche n'a que très tardivement corrigé le tir parce qu'elle a refusé d'assurer le principe libéral de la responsabilité individuelle. Pourtant, la reconnaissance de ce principe comme principe fondamental rendait du même coup plus crédible la loi sur la présomption d'innocence qui est une loi libérale. Or, là encore, parce que le mot libéral est mal compris et perverti, on a préféré le bricolage à la cohérence. On renforça la répression à l'approche des élections, on tenta maladroitement de vider de son sens la loi Guigou, on n'assuma pas l'idée que le gouvernement devait clairement dicter sa politique pénale au parquet.

Sur le plan économique, les conséquences de cet équilibrisme sans cohérence sont du même ordre. On a judicieusement privatisé plus et mieux que la droite, mais on n'a jamais expliqué que le retrait de l'Etat dans ces domaines constituait un bienfait pour les entreprises, mais également pour l'Etat qui, fort de sa cagnotte, pouvait redéployer son action. Le faire sans le dire a toujours été considéré pour la gauche comme une ruse suprême alors que ce refus de s'assumer se paye triplement: en retardant la pédagogie du réformisme, en renforçant l'animosité de la gauche extrême qui ne voit que duplicité, en maintenant la méfiance de ceux qui, au centre, ne comprennent pas ce réformisme honteux.

Enfin, sur le plan environnemental, là encore, l'équilibrisme l'a emporté sur l'audace. Au prétexte que les Verts n'étaient qu'une force d'appoint, tout ce qui leur a été consenti a été fait sur le mode de la «concession», de l'octroi généreux d'un grain à moudre vert. Jospin n'a jamais sérieusement intégré les conséquences environnementales sur la transformation de nos sociétés. Pour lui, comme pour le PS, l'environnement reste un dossier comme un autre, au même titre que la santé ou la culture. Pis encore, il n'a pas véritablement cherché à contrarier la résistance terrible de l'appareil d'Etat à la sortie des décrets d'application sur la loi sur l'eau. Du coup, les Verts comme les communistes, n'ont pu exister qu'en entrant dans la logique revendicative sociale la plus fruste et la plus conformiste: relèvement du Smic et des minima sociaux, ignorance des syndicats réformistes, hostilité idéologique au marché, méfiance à l'égard des privatisations, silence sur les retraites et l'allongement de la durée des cotisations de la fonction publique, refus de condamner l'extrémisme d'Arlette Laguiller ou la politique du pire de la LCR, alignement servile sur les positions d'Attac, soutien aux syndicats d'extrême gauche dont la seule percée n'a eu lieu que dans les entreprises à statut, c'est-à-dire celles où l'emploi est protégé. Le résultat est que la majorité plurielle se retrouve aujourd'hui flanquée d'une gauche extrême sans avoir réussi à se moderniser. Si échec il y a, il est bien là. Au regard de ce qui vient se passer, il serait naturellement tentant de tirer certaines conclu-

sions hâtives. La plus évidente en apparence, mais la plus néfaste en réalité, consisterait à dire que l'échec de Lionel Jospin doit conduire la gauche à être plus antimondialiste, et donc nécessairement plus antieuropéenne. Dans la foulée, il faudrait renforcer les services publics, en bloquant leur réforme profonde, et augmenter le Smic. Quitte à accentuer le mal français qui fait que le fétichisme du salaire minimal entraîne un écrasement des hiérarchies salariales, et un découragement pour les plus méritants. Bref, il faudrait revenir à des positions régressives pour reconquérir les classes populaires passées à l'extrême gauche. Ce raisonnement est absurde. D'une part, parce que l'extrême gauche, comme l'extrême droite, ne se satisfait jamais d'une inflexion car sa haine profonde pour la social-démocratie est très forte, trop forte. Ensuite, et surtout, parce que l'on ne modernise pas une société en confortant ses résistances.

Pour la gauche, le temps n'est pas au sursaut mais à la réflexion. Revenir demain au pouvoir grâce aux triangulaires et favoriser une cohabitation à l'envers, c'est tout simplement ajouter la crise à la confusion. Car, après l'échec de Jospin, la gauche est orpheline. L'impératif pour la gauche est de poursuivre sur la voie d'une modernisation assumée qui rompe avec ce décalage entre ce que l'on pense et ce que l'on peut dire, comme si l'on s'adressait à un peuple enfant. Dans cette perspective, les axes politiques doivent se concentrer sur l'idée de responsabilité individuelle face à l'insécurité, sur une décentralisation plus audacieuse qui réduira la distance entre l'autorité publique et les administrés, tout en redonnant sens aux appartenances locales, sur l'ouverture du système politique au monde associatif et de l'entreprise, pour casser son endogamie destructrice, sur la réforme profonde de l'Etat dont les actionnaires sont ses usagers et non ses fonctionnaires, sur une plus grande péréquation des ressources entre villes, péréquation que la caste des élus bloque de toutes ses forces, sur la généralisation des règles de non-cumul des mandats, sur une réforme des retraites dont le blocage aggrave les déséquilibres entre générations, sur la réduction des obstacles à la création d'entreprise, sur un respect plus grand de l'autonomie des partenaires sociaux, sur une réforme de la fiscalité qui passe non pas par une baisse des impôts profitant plutôt aux couches aisées, mais par sa simplification, et enfin sur une politique environnementale beaucoup plus audacieuse et à laquelle s'opposent de puissants corps de l'Etat. La gauche réformiste n'a aucune chance de regagner le terrain perdu en chassant sur les terres d'une gauche extrême. C'est pour cela que les appels à une «gauche plus à gauche» lancés ici ou là au lendemain du 21 avril traduisent non seulement l'immaturité de ceux qui les profèrent, mais aussi leur myopie politique. Lionel Jospin est probablement un des hommes politiques les plus intégrés de ce pays. C'est pourquoi sa défaite paraît encore plus accablante pour la gauche.

Zaki Laïdi est chercheur au Ceri, auteur de «La Gauche à venir» l'Aube, 2001.